

Compte-rendu résumé de la controverse GID 2024 sur Alimentation et Population

Rappel du contexte :

Le Groupement Interacadémique pour le Développement (GID) a proposé lors de son Assemblée Générale du 3 Octobre 2023 d'organiser une première controverse, approche originale de discussions et d'échanges entre académiciens sur la base de propositions contradictoires sur des sujets précis.

Cette première controverse, sur le thème « Alimentation et Population », s'est préparée en plusieurs étapes :

- Une note de cadrage et un questionnaire de 38 questions ont été adressés fin 2023 à une trentaine d'académiciens membres du GID. Les réponses reçues, qui représentent 174 pages dactylographiées, ont été diffusées à tous les participants.
- Un colloque en présentiel des auteurs des réponses au questionnaire s'est tenu le 30 mai 2024 à Paris. Il a réuni 22 académiciens et experts de 10 pays du pourtour méditerranéen et d'Afrique sub-saharienne : Algérie, Benin, Côte d'Ivoire, France, Grèce, Italie, Liban, Madagascar, Sénégal, Turquie.

Les listes des académiciens ayant répondu au questionnaire et de ceux qui ont participé au colloque du 30 mai figurent en annexe.

Ces échanges riches et variés, proposant des points de vue et des positionnements souvent différents, font l'objet de ce projet de compte-rendu, qui comporte deux parties :

- Une présentation des principaux points relevés dans les réponses au questionnaire,
- Les convergences et divergences exprimées lors du colloque du 30 mai 2024, résumées dans un certain nombre d'interrogations.

Présentation et synthèse des réponses reçues au questionnaire :

Les 38 questions posées dans le questionnaire ont été regroupées en plusieurs chapitres. Les points suivants sont à mentionner :

1. Alimentation et productions agricoles :
 - L'Algérie signale le fait que la sécurité alimentaire passe par la sécurité hydrique, en particulier autour de la Méditerranée
 - La signification de la sécurité alimentaire est très différente selon le point de vue : celui de l'État n'est pas celui de la ménagère.
 - Tous les pays du Sud insistent sur l'importance majeure des intrants agricoles (semences, engrais) pour assurer la souveraineté alimentaire. Sur ce point, les avis divergent sur l'utilisation des intrants chimiques, dont le contrôle est difficile.
 - Le Liban remarque qu'une partie de la sécurité alimentaire mondiale passe par la préservation des ressources génétiques de certaines zones géographiques comme celles du Moyen-Orient.

- Le développement des cultures de rente destinées à l'exportation et son incidence sur l'approvisionnement alimentaire des populations sont diversement analysés et appréciés.
- La Grèce souligne l'influence négative que peut avoir la monoculture sur la qualité des paysages.
- Partout les pertes alimentaires sont mentionnées ; elles sont très diverses, présentes de l'exploitation agricole jusqu'au consommateur final ; elles restent cependant peu documentées.
- La part des productions agricoles transformées par les industries agro-alimentaires varie considérablement selon les pays, mais tous les pays soulignent le caractère indispensable de ces outils de transformation.
- Dans les pays africains, un des freins importants au développement des produits alimentaires transformés est la disponibilité et le coût des emballages et de la logistique.

2. Alimentation, environnement et transition :

- L'appréciation du potentiel de l'agroécologie pour nourrir correctement les populations d'un pays est souvent négative, même si c'est une priorité politique.
- Le rôle positif de l'émigration saisonnière dans la productivité des agricultures est largement souligné par l'Espagne, la France ou la Grèce.
- Toutes les réponses contiennent des descriptions très détaillées des conséquences du changement climatique.

3. Alimentation et évolution des comportements alimentaires :

- Un contraste fort marque l'évolution de la consommation entre « occidentalisation » en Afrique et « mondialisation » en Europe.
- Une particularité est mentionnée par la Côte d'Ivoire, où la fermeture des frontières nord a stoppé l'importation de bétail sur pied, ce qui a provoqué une augmentation immédiate et considérable de la consommation de volailles.
- Les gaspillages des produits alimentaires sont importants partout, mais mal identifiés, du fait du manque de statistiques fiables ; ils semblent cependant en recul après la crise du COVID.
- Plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne mentionnent le développement important de l'agriculture urbaine et péri-urbaine.
- Il est constaté partout un exode rural significatif, mais la fracture entre urbains et ruraux n'est pas sensible également et elle s'exprime de façon différente selon les pays.

4. Alimentation, éducation, nutrition et santé :

- Il existe une prise de conscience de l'importance de la sensibilisation à l'éducation alimentaire et à ses conséquences sur la santé. Les politiques engagées en ce domaine sont diverses.
- Un constat unanime concerne la trop grande utilisation de sucres par les industries de transformation agro-alimentaires ; la santé des populations s'en ressent.
- Tous les pays accordent une grande importance aux traditions culinaires locales. C'est un patrimoine culturel majeur et très populaire, dont la promotion par certification ou label est ou serait précieuse. Le régime crétois est particulièrement mentionné.

Les réponses au questionnaire ont suggéré d'autres sujets ou dimensions :

- Histoire de l'Alimentation
- Importance des questions foncières dans le développement agricole
- Propositions prospectives
- Alimentation en temps de crise ou pour des groupes vulnérables
- Accès aux denrées alimentaires

- Alimentation locale, potagers
- Éducation alimentaire dans les programmes scolaires
- Importance des produits d'origine animale
- Coopération régionale et internationale
- Nouvelles technologies – intelligence artificielle
- Situation économique des consommateurs (revenu ou salariat vital)
- Solidarité entre les acteurs
- Triple performance des systèmes alimentaires (sociale, environnementale et économique)

Interrogations résumant les convergences et divergences lors du colloque du 30 mai 2024

Les échanges sur les liens entre alimentation et population ont été organisés autour de quatre grandes thématiques : la production agricole, l'environnement et la transition, l'évolution des comportements alimentaires, l'éducation, la nutrition et la santé.

Les points de vue et discussions ont permis de dégager beaucoup de convergences, mais aussi des divergences très importantes entre académiciens et experts, que l'on peut regrouper et résumer dans les interrogations suivantes :

1. Comment concilier souveraineté et sécurité alimentaires avec les échanges internationaux ?

L'autosuffisance alimentaire est un objectif vital pour de nombreux pays, particulièrement ceux qui sont encore en développement. Au Sénégal, une grande importance est attribuée à l'autosuffisance alimentaire pour garantir la sécurité nationale. Les autorités accentuent la nécessité de renforcer les capacités de conservation des produits agricoles afin de minimiser les pertes post-récoltes, qui peuvent atteindre 40-50% en raison d'une gestion inefficace des surplus et d'une concentration saisonnière de la production. Cette approche privilégie une gestion optimale des ressources existantes plutôt qu'une simple augmentation de la production, visant ainsi à stabiliser les revenus agricoles et à maintenir la compétitivité des produits sénégalais sur les marchés internationaux.

Par contraste, l'Algérie fait face à des défis significatifs en matière d'autosuffisance alimentaire. Avec 70% de sa ration alimentaire dépendant des importations, le pays est extrêmement vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux. L'Algérie a toutefois développé des bassins de production importants grâce à des subventions étatiques couvrant 50% des coûts des engrais et pesticides. Cependant, le pays continue de subir un déficit commercial chronique depuis les années 1970 et les pertes de récoltes dues à des moyens inadéquats restent un problème majeur.

Madagascar, elle, offre un tout autre exemple de la lutte pour l'autosuffisance alimentaire. L'île, où le riz est la base de l'alimentation, a vu les importations de cette denrée augmenter considérablement : elles représentent désormais 25% de la consommation nationale. Les défis incluent des inégalités foncières et des pertes post-récoltes significatives, allant jusqu'à 30% pour les produits maraîchers. La dépendance à l'égard des importations expose le pays aux risques des marchés, ce qui fait de l'autosuffisance alimentaire un aspect central de son développement économique et social malgache.

La France, malgré sa capacité à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale par ses exportations, se trouve confrontée à des défis internes liés à la paupérisation de certaines populations et aux conflits entre producteurs,

distributeurs et consommateurs. Deux scénarios d'évolution des systèmes alimentaires ont été évoqués : un modèle agro-industriel intensif, avec ses externalités négatives, et un système alimentaire territorial durable, plus respectueux de l'environnement et de la santé publique. La France, par ses innovations technologiques, cherche à orienter ses efforts vers la durabilité tout en maintenant un haut niveau de productivité.

2. Quelle importance ont et auront les intrants dans la production agricole et agroalimentaire ?

Contrairement aux pays européens qui adhèrent aux mesures politiques et aux règlements de l'UE, les pays du Sud continuent à utiliser les intrants dans la production agricole et agroalimentaire.

En Algérie, les pouvoirs publics n'envisagent nullement de réduire ou d'interdire les intrants chimiques. Ils encouragent fortement ce système technique intensif. L'État algérien subventionne aujourd'hui à hauteur de 50% des achats d'engrais acquis auprès de fournisseurs publics et privés nationaux ou internationaux.

En Côte d'Ivoire et au Bénin, les gouvernements n'envisagent pas non plus d'interdire les intrants chimiques. En revanche la Côte d'Ivoire encourage d'autres formes de production respectueuse de l'environnement et tenant compte des transitions agroécologiques. Parallèlement, elle renforce son dispositif de suivi et d'homologation d'intrants peu néfastes à l'environnement et la santé humaine.

De même à Madagascar, on constate une utilisation très faible des herbicides et des produits phytosanitaires, ce qui paraît dû à leur coût élevé et au faible pouvoir d'achat des agriculteurs. Sur le plan qualitatif cependant, la mauvaise maîtrise de l'utilisation de ces produits, voire leur usage abusif, peut entraîner des impacts sanitaires graves sur les consommateurs. Cette utilisation incontrôlée des herbicides est également observée dans la production maraîchère au Sénégal.

3. Quel rôle pourraient avoir les nouvelles technologies dans la production agricole et agroalimentaire ?

L'adoption de nouvelles technologies pour améliorer la production et la conservation des aliments a été un sujet de discussion majeur. En utilisant l'exemple de la France, pionnière en innovation agricole, on a insisté sur la nécessité de coordonner les efforts au niveau local, national et international pour assurer la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, le pays mise sur les nouvelles technologies pour une transition vers des systèmes alimentaires durables. Les innovations en agriculture permettent d'optimiser les ressources et d'améliorer la productivité tout en minimisant l'impact environnemental.

En Italie, la situation technologique est en pleine évolution. Le pays investit fortement dans l'agriculture de précision, utilisant des drones et des capteurs pour optimiser l'irrigation et la fertilisation des cultures. Cette approche permet de réduire l'utilisation des ressources naturelles tout en augmentant les rendements agricoles. De plus, l'Italie mise sur la valorisation des traditions agricoles locales en les intégrant à des technologies modernes pour créer des produits de haute qualité, et reconnus mondialement. La combinaison de techniques traditionnelles et innovantes permet à l'Italie de maintenir une production agricole diversifiée et durable.

Le Liban explore des techniques telles que l'irrigation goutte à goutte, la culture hydroponique et la permaculture pour pallier les pertes post-récoltes et améliorer la conservation des aliments. Le pays, historiquement reconnu pour son savoir-faire agricole, cherche à moderniser ses infrastructures pour soutenir cette transition technologique. Il met également en place des infrastructures modernes de stockage et de transformation des aliments pour réduire les pertes post-récoltes. Cependant, la situation de crise complique cette transition, ce qui rend encore plus nécessaire l'innovation.

En Algérie, l'innovation technologique est également à l'honneur, avec un ministère dédié aux start-ups qui favorisent le développement de nouvelles technologies agricoles. Cependant, malgré ces efforts, la balance commerciale reste déficitaire, et 70% de la ration alimentaire des Algériens dépend des importations.

À Madagascar, les pertes post-récoltes pour les produits de maraîchage peuvent atteindre jusqu'à 30%, un chiffre alarmant qui souligne l'importance de la mise en place de technologies adaptées à la conservation et au

traitement des aliments. L'île explore des solutions telles que les chambres froides solaires et les séchoirs à énergie renouvelable pour améliorer la durée de conservation des produits agricoles et réduire les pertes économiques pour les agriculteurs.

En somme, bien que les technologies et l'innovation offrent des solutions prometteuses pour renforcer la sécurité alimentaire et la productivité agricole, leur succès dépend largement de la capacité des pays à adapter ces technologies à leurs contextes spécifiques et à surmonter les obstacles socio-économiques et environnementaux. La diversité des approches nationales reflète la complexité de la mise en œuvre des innovations agricoles à l'échelle mondiale.

4. Quels seront les impacts des mouvements de population internes et externes sur la sécurité et la souveraineté alimentaire ?

Cette controverse a également permis de mettre en lumière l'impact des migrations et de l'évolution démographique sur les systèmes alimentaires nationaux. En Turquie, l'afflux massif de réfugiés et d'immigrants pèse lourdement sur les capacités du pays à maintenir son autosuffisance alimentaire autrefois acquise. Les changements climatiques ajoutent une strate de complexité supplémentaire qui compromet la stabilité et la rentabilité de l'agriculture locale. Les autorités turques doivent donc naviguer entre la gestion des flux migratoires et l'adaptation aux nouvelles réalités climatiques pour assurer la sécurité alimentaire de leur population.

Au Liban, autre pays gravement affecté par les dynamiques démographiques et migratoires, la destruction du port de Beyrouth a engendré la perte de 120 000 tonnes de nourriture, ce qui, s'ajoutant à une inflation alimentaire de 400%, a aggravé une situation déjà précaire.

Bénin et Côte d'Ivoire illustrent bien les défis posés par l'évolution démographique rapide. Le Bénin, avec une population jeune et croissante, s'efforce d'atteindre une sécurité alimentaire à la fois en quantité et en qualité, avec un accent mis sur la transformation et la conservation des produits agricoles pour réduire les pertes post-récoltes. La Côte d'Ivoire, bien que non totalement souveraine en matière alimentaire, travaille à diversifier et à améliorer ses productions pour atteindre une sécurité alimentaire durable d'ici 2030. Ces deux pays mettent en avant l'importance de l'innovation et des infrastructures modernes pour gérer les impacts de la démographie sur leurs systèmes alimentaires.

La Grèce est une destination touristique très populaire. Le tourisme joue un rôle essentiel dans l'économie grecque : il contribue à la création d'emplois et de revenus. Cependant, l'afflux de touristes, en particulier en été, peut poser des problèmes au niveau de l'approvisionnement alimentaire local et avoir des impacts sur la demande de nourriture, surtout dans les zones touristiques, où les restaurants et les supermarchés ont besoin d'augmenter leurs approvisionnements pour répondre à une demande accrue. Par ailleurs, il existe certains défis liés à la chaîne d'approvisionnement (transport, stockage et distribution), et parfois habitants et touristes doivent faire face à des prix élevés en raison de l'augmentation de la demande.

Enfin, l'importance croissante du tourisme par rapport à l'agriculture et le passage des activités agricoles au tourisme sont liés à des changements dans l'utilisation des terres, à des investissements (emplois publics et privés en faveur du tourisme) et peuvent finalement avoir un impact négatif sur la production agricole locale. L'afflux saisonnier de touristes peut mettre à rude épreuve les systèmes alimentaires locaux, entraînant des difficultés à satisfaire la demande et des répercussions sur les prix.

5. Avec le changement climatique, quel avenir pour l'agriculture intensive et l'agroécologie ?

Les défis posés par les changements climatiques ont été évoqués par plusieurs intervenants, qui ont exposé leur impact, varié selon les régions. En Turquie, par exemple, les conditions météorologiques extrêmes, comme les sécheresses et les inondations, compromettent la rentabilité de l'agriculture. Ces événements climatiques

affectent non seulement la quantité mais aussi la qualité des récoltes, rendant difficile la planification agricole et la stabilité des revenus pour les agriculteurs.

De même, à Madagascar, l'enclavement et les inégalités foncières exacerbent les difficultés de production, aggravées par une faible utilisation des pesticides et des pertes post-récoltes significatives. Le pays doit s'adapter à des conditions climatiques changeantes pour assurer une production alimentaire stable et durable. Les initiatives locales incluent la promotion de pratiques agricoles résilientes, telles que l'agroforesterie et l'utilisation de variétés de cultures résistantes à la sécheresse.

Concernant le Sénégal, il a été souligné l'importance de techniques agricoles adaptées aux réalités locales pour faire face aux défis climatiques. Le pays investit dans des infrastructures de conservation des eaux et des programmes de reboisement pour lutter contre la désertification et maintenir la fertilité des sols. Ces efforts sont essentiels pour stabiliser la production agricole dans un contexte de variabilité climatique accrue.

En France, le débat s'est orienté vers la gestion des externalités négatives du modèle agro-industriel intensif. Les impacts environnementaux de l'agriculture intensive, tels que la pollution des sols et des eaux par les engrais et pesticides ainsi que la perte de biodiversité, nécessitent une transition vers des systèmes alimentaires territoriaux durables. Les initiatives en agroécologie et en agriculture biologique sont encouragées pour réduire l'empreinte environnementale de l'agriculture tout en maintenant une production alimentaire suffisante.

L'Italie, confrontée à des défis environnementaux similaires, doit faire face à la réduction de la surface agricole due à l'urbanisation et à l'augmentation de la population. La durabilité de son système agricole est mise à l'épreuve par des problèmes de toxicité des sols et par la nécessité d'adopter des pratiques agricoles plus écologiques. L'introduction de matière organique comme engrais est une stratégie clé pour maintenir la fertilité des sols et produire des aliments de qualité tout en réduisant l'impact environnemental.

Enfin, la Grèce, avec sa multitude d'îles et son afflux massif de touristes, doit également gérer les impacts environnementaux de la production alimentaire locale. Le pays s'efforce de promouvoir des pratiques agricoles durables pour préserver ses écosystèmes tout en répondant aux besoins alimentaires croissants des visiteurs et des résidents.

Les enjeux climatiques et environnementaux sont universels mais exigent des réponses adaptées aux contextes locaux. Un modèle agricole de portée universelle n'existe pas puisque les réalités objectives au niveau du terrain des pays respectifs ne sont pas les mêmes. Autrement dit, une politique se doit d'être définie en fonction des principes de base des activités du pays en question. Par exemple, l'agriculture intensive est plus répandue en Afrique qu'en Europe, où une politique d'agroécologie respectant l'environnement est favorisée. Ainsi subsiste-t-il en Afrique une cohabitation entre agriculture intensive et agroécologie, compatible avec un écartement du modèle agro-industriel.

Les efforts pour intégrer des pratiques agricoles durables, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et protéger les ressources naturelles montrent une volonté commune d'affronter les défis climatiques. La nécessité d'une coopération internationale et d'un échange de solutions innovantes et efficaces a été évoquée par plusieurs intervenants : cette coopération se révèle indispensable pour construire des systèmes agricoles résilients et durables, capables de répondre aux besoins alimentaires croissants des populations tout en préservant l'environnement pour les générations futures.

6. Comment faire face aux pertes et aux gaspillages ?

En Algérie, dès l'année 2015, on a pensé lutter contre les gaspillages au moyen d'une réforme des subventions alimentaires. Néanmoins, on a reporté au cours de l'année 2022 le passage de la subvention généralisée à des subventions dites « ciblées », limitées aux ménages nécessiteux. Cette réforme s'est heurtée, d'une part, à l'absence d'un système statistique fiable pour définir les populations-cibles, et d'autre part, à un manque de

critères pertinents pour définir le seuil de vulnérabilité. Au cours des années suivantes, la remontée des cours du pétrole a conduit à l'abandon des réformes envisagées.

En Côte d'Ivoire, le gaspillage est attribué à l'insuffisance des infrastructures pour la conservation et la transformation des produits alimentaires, mais aussi au coût élevé du transport du fait de la flambée persistante des prix du carburant à la pompe ainsi qu'au renchérissement du coût de la vie qui limite le pouvoir d'achat des populations et donc leur accès aux denrées disponibles sur les marchés. Pour y faire face, les autorités sont invitées à mettre en place des systèmes de conservation et de transformation des produits en commercialisation mais invendus.

En Grèce, le gaspillage alimentaire représente un problème majeur et un défi pour les décideurs politiques et le secteur public, ainsi que pour les scientifiques, les environnementalistes et les entreprises. Le pays a adopté sur le sujet une approche multidimensionnelle, qui implique principalement les communautés locales, les entreprises alimentaires, les organisations environnementales et les consommateurs, en mettant l'accent sur la durabilité et la réduction de l'impact sur l'environnement. Par-dessus tout, la diversité des comportements et des attitudes des consommateurs vis-à-vis du gaspillage alimentaire, invite à des interventions et des initiatives éducatives sur mesure pour s'attaquer efficacement à ce problème. L'approche multidimensionnelle consiste en campagnes de sensibilisation, mesures d'incitation et collaboration entre les parties prenantes.

En Turquie, la majorité des pertes alimentaires se produit pendant la commercialisation par rupture de la chaîne de froid. Des pertes existent aussi dans les fruits et légumes frais quand l'infrastructure nécessaire s'avère insuffisante. À l'exception de quelques projets menés par les municipalités locales, il n'y a pas de soutien significatif de la part du gouvernement.

La réduction des pertes post-récolte peut jouer un rôle important dans la mise en place d'entreprises durables et dans l'augmentation de la production globale. En évitant le gaspillage, une plus grande partie des produits récoltés sera distribuée aux consommateurs, ce qui contribuera à la sécurité alimentaire et à la pérennité de l'économie. L'impact exact sur l'augmentation de la production dépend de l'ampleur des pertes et de l'efficacité des mesures mises en œuvre. D'une manière générale, les efforts visant à réduire les pertes post-récolte contribuent non seulement à accroître la disponibilité des denrées alimentaires, mais soutiennent également les pratiques durables, en minimisant le gaspillage des ressources et l'impact sur l'environnement.

7. Quels impacts auront les prix et les subventions sur la consommation, le secteur agroalimentaire et la production agricole ?

Les pays du Sud insistent sur la nécessité de maintenir des subventions. Ils exigent néanmoins une stratégie ciblée des bénéficiaires. L'identification des besoins précis des agriculteurs permet de les approvisionner avec le matériel agricole nécessaire, pour réduire la pénibilité de leur travail. Ceci implique une réflexion sur la soutenabilité des subventions publiques face aux déficits budgétaires dans les différents pays.

Ce constat est d'autant plus renforcé par la situation en Algérie où l'inégalité des revenus appelle le recours aux subventions de l'État. Ces dernières sont indifférenciées et attribuées à toutes les classes sociétales, ce qui contribue à la surconsommation des céréales, des sucres, des huiles, etc. Cibler les populations vulnérables suppose un système d'information et de définir le seuil de précarité.

Les prix des produits aujourd'hui ne prennent pas en compte les coûts cachés des aliments imputables à la détérioration de la santé qu'ils induisent. Ce coût caché est parfois de la moitié du prix payé par les consommateurs dans le commerce. Cela signifie que si l'on intégrait les coûts cachés des aliments à leur prix on le doublerait. Un dialogue au niveau des différentes filières paraît s'imposer, car toutes ne sont pas également concernées.